

à

Monsieur le Secrétaire Général
Commission Nationale de Débat Public

Landiras, le 16 novembre 2005.

OBJET : PROJET LGV BORDEAUX-TOULOUSE

Monsieur le Secrétaire Général,

Le débat s'achevant le 18 novembre prochain, nous venons exprimer notre point de vue à ce sujet.

Trois questions sont posées à cette occasion :

1. Le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse Bordeaux / Toulouse est-il opportun ?
2. Si oui, quelles sont les solutions fonctionnelles à privilégier ?
3. Quels sont les enjeux territoriaux et environnementaux de ces solutions ?

Nous constatons effectivement que le rail est un mode de déplacement à privilégier par principe : moins consommateur d'énergie, réduction des gaz à effet de serre, moins polluant.

Toutefois, un projet ferroviaire pertinent apporte forcément des réponses aux problèmes de circulation routière.

Est-il besoin de rappeler l'importance du trafic de marchandises sur la façade atlantique (RN10) ? 19 000 poids-lourds en 2002, 28 500 prévus en 2010 !

La LGV Bordeaux / Toulouse n'apporte aucune réponse à ce problème.

La France s'est engagée en signant les accords de KIOTO à réduire les gaz à effet de serre. Lorsque l'on sait que les poids-lourds sont de loin les plus pollueurs, comment accepter de ne pas encourager le ferroutage ?

Ce projet n'est pas opportun, car il ne figure pas parmi les 30 grands projets prioritaires de réseaux transeuropéens de transports arrêtés en avril 2004 par l'Union Européenne.

D'autre part, faire systématiquement passer des nouveaux projets dans des zones naturelles préservées est une faute !

Ces zones sont exceptionnelles car, peu habitées ! Elles sont le refuge d'une faune et d'une flore relativement riche (zones Natura 2000, Parc Régional des Landes de Gascogne).

Elles font partie du patrimoine que nous léguerons à nos enfants.

Une ligne LGV affectera non seulement la faune et la flore, mais causera également des départs de feux certains dans le massif forestier qu'elle traversera !

Les dégâts occasionnés seront bien plus importants pour l'environnement que de gagner une trentaine de minutes pour l'usager !

Pour quelle raison n'envisage-t-on- pas d'aménager la ligne actuelle ?

Dans l'intérêt des générations futures, il nous faut désormais apprendre à réutiliser et à recycler nos infrastructures comme nous commençons à le faire de nos déchets.

Nous constatons que de nombreux élus aquitains, toutes tendances confondues, sont opposés au projet, de même que des institutions (Parc Régional des Landes de Gascogne, Association des Maires de la Gironde, Chambre d'Agriculture de la Gironde, Fédération Départementale de la Chasse, Syndicat des Sylviculteurs, SEPANSO, etc...) et des associations locales et de citoyens.

Nous répondons donc à la première question du débat public en jugeant ce projet non prioritaire au regard des enjeux de rééquilibrage en Aquitaine du trafic routier vers le rail, auxquels la LGV Sud-Europe Atlantique peut en revanche apporter des réponses satisfaisantes.

Nous ne nous prononçons pas sur les deux autres questions du débat, puisque nous jugeons le projet inopportun.

Salutations distinguées.

Jean-Luc et Sophie ROUXEL

